

INVASION DE L'UKRAINE ET MARCHÉS DU BOIS D'ŒUVRE

DEPUIS PRÈS DE TROIS MOIS, LES MÉDIAS NOUS ENTRETIENNENT, SUR UNE BASE QUOTIDIENNE, DE L'ÉVOLUTION DU CONFLIT UKRAINIEN. AU-DELÀ DES DRAMES HUMAINS ET DES IMAGES DE DESTRUCTION, LA GUERRE QUI SÉVIT DANS CE GRAND PAYS D'EUROPE DE L'EST ENTRAÎNE AUSSI AVEC ELLE SON LOT DE RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES SUR LA SCÈNE MONDIALE.

Photo : 123rf

Michel Vincent, *ing.f., économiste, Directeur Économie & Marché Conseil de l'industrie forestière du Québec*

On a abondamment parlé du pétrole et du blé, mais le bois d'œuvre résineux se présente aussi comme un enjeu majeur. Ses effets se font déjà sentir en Europe et l'Amérique du Nord en subira les contrecoups dans les prochains mois. Voici pourquoi.

Dès les premiers jours de l'invasion, les pays européens ont coupé leurs liens commerciaux avec la Russie, du moins pour les produits non pétroliers. Parmi les premiers produits à se voir bloqués, nommons le bois d'œuvre. L'Union européenne constituait pourtant, jusqu'en février, un marché important pour les sciages résineux russes, avec un volume d'environ 2 milliards de pmp (pieds mesure de planche), annuellement.

En ajoutant la Biélorussie (alliée de la Russie) et l'Ukraine, près de 3 milliards de pmp ne se rendront pas sur le marché européen cette année.

L'arrêt brutal de ces livraisons oblige nécessairement les acheteurs européens à se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement et/ou à revoir leurs propres échanges commerciaux. Rappelons que, tout comme en Amérique du Nord, la construction va bon train en Europe et la demande pour le bois d'œuvre se maintient à un niveau élevé.

Les bons prix, la forte demande et l'absence d'autosuffisance pour le bois d'œuvre en Amérique incitent les scieries européennes, surtout depuis le début de la pandémie, à se tourner de notre côté de l'Atlantique afin de profiter de bonnes occasions d'affaires. Pour ce faire, elles doivent toutefois accepter de convertir leurs unités de production en pmp, la seule unité de mesure de bois d'œuvre en vigueur aux États-Unis et au Canada.

Il ne s'agit pas d'une simple formalité. L'usine doit cesser ses opérations pendant plusieurs jours avant de les relancer en fabricant des produits destinés à l'Amérique du Nord. L'arrêt



Photo : 123rf

des opérations pendant la période de reconfiguration s'avère important et coûteux pour l'entreprise. Il ne s'agit donc pas d'une décision à court terme.

Avant de livrer du bois d'œuvre sur le marché américain, l'usine européenne doit d'abord se constituer un inventaire suffisant en usine et au port de mer. Ainsi, entre la décision d'exporter en Amérique du Nord et l'arrivée des premiers chargements, le CIFQ estime qu'il s'écoule une période d'environ trois mois.

Revenons maintenant aux problèmes de rareté de bois d'œuvre en Europe à la suite de l'embargo russe. Sans surprise, les prix ont rapidement augmenté, d'autant plus que, comme en Amérique du Nord, le printemps correspond à la reprise de la construction résidentielle pour une bonne partie du continent.

Le CIFQ anticipe qu'une partie importante des scieries européennes exportant aux États-Unis reverront leur stratégie commerciale et décideront de favoriser leur propre marché domestique. Elles ne

peuvent toutefois pas le faire du jour au lendemain. Elles doivent d'abord honorer leurs engagements envers leurs clients américains et les transporteurs maritimes ainsi qu'écouler leurs inventaires qui ne peuvent trouver preneur sur le continent européen. Elles devront par la suite se résigner à reconfigurer leurs usines en système métrique. Il va sans dire que les scieries européennes produisant pour le marché américain se voient confrontées à des décisions difficiles.

Ironiquement, le volume exporté en Amérique par les scieries européennes s'élève aussi à 2 milliards de pmp de sorte que, pour compenser entièrement le déficit russe, l'Europe devrait cesser complètement ses livraisons américaines.

Pour établir une image plus claire de la situation, il convient de poursuivre un peu notre raisonnement en élargissant le nombre de joueurs impliqués dans le commerce international du bois d'œuvre. Parlons d'abord de la Chine. Ce pays importe plus de 16 milliards de pmp de bois d'œuvre annuellement, dont les deux tiers des exportations russes. La Chine ne fait pas partie des pays ayant dénoncé l'agression russe et demeure un partenaire commercial de Moscou.

Tout porte à croire que la Russie tentera d'augmenter ses exportations de bois d'œuvre vers la Chine. Ceci pourrait potentiellement déloger une partie du bois de la Colombie-Britannique qui exporte, annuellement, un peu plus d'un milliard de pmp.

La Nouvelle-Zélande et le Vietnam constituent aussi des éléments importants de notre analyse. La première exporte des quantités importantes de bois d'œuvre en Chine et au Vietnam qui, incidemment, n'ont pas dénoncé l'agression russe. Le Vietnam pourrait donc ouvrir ses portes au bois russe, comme son voisin, en mettant fin, du moins en partie, aux livraisons néo-zélandaises. À son tour, la Nouvelle-Zélande pourrait alors rediriger une partie de ses livraisons vers les États-Unis. En résumé, on observe une

réorganisation des flux commerciaux habituels. Le portrait devrait se clarifier au cours des prochains mois.

Au moment d'écrire ces lignes, les données les plus récentes relatives au commerce international de bois d'œuvre datent de février. Nous n'avons donc aucune possibilité de confirmer que les perturbations dans le commerce du bois d'œuvre se dérouleront comme prévu. Le ralentissement des exportations de bois d'œuvre de l'Europe vers les États-Unis pourrait ne se faire sentir que cet été en raison des contraintes énumérées plus haut.

L'incapacité de l'Amérique du Nord, et particulièrement des États-Unis, à s'autosuffire en bois d'œuvre crée inévitablement une pression à la hausse sur les prix de vente. Par surcroît, le ralentissement anticipé des livraisons provenant de l'Europe ne pourra qu'exacerber cette situation. On ne peut prévoir avec précision l'effet sur les prix, car du côté de la demande, plusieurs variables demeurent inconnues : taux d'intérêt hypothécaire, inflation, prix du pétrole, possibilité d'une récession, etc. Une certitude : la combinaison de ces éléments maintiendra les prix du bois d'œuvre dans des montagnes russes au cours des prochaines années.

La réalité du Québec fait en sorte que l'on ne manquera pas de bois d'œuvre puisque notre capacité de production dépasse de beaucoup notre consommation domestique. Cependant, comme les prix se déterminent par les forces de l'offre et de la demande à l'échelle de l'Amérique du Nord, les fluctuations de prix n'épargneront aucun producteur ou utilisateur de bois de sciage d'ici.

L'invasion de l'Ukraine nous rappelle que le bois d'œuvre se transige à l'échelle planétaire et que les sanctions commerciales exercées par plusieurs pays occidentaux sur le plus grand exportateur mondial entraîneront certainement de grands bouleversements, toutefois, rien de comparable avec le drame vécu par les Ukrainiens. ■

Photo : 123rf

